



■ **Décision n°2023-148**  
**Domaine et patrimoine**

Envoyé en préfecture le 23/03/2023  
Reçu en préfecture le 23/03/2023  
Publié le   
ID : 060-216001743-20230307-DCRG230323004-AU

**Le maire de Creil,**  
**Direction des affaires générales**

- Vu les lois 82-213 du 2 mars 1982 et 82-623 du 22 juillet 1982 modifiées relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,
- Vu la délibération n°2 du conseil municipal en date du 6 février 2023, certifiée exécutoire le 15 février 2023 portant délégation à monsieur le maire des pouvoirs énumérés à l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales, à charge pour lui de rendre compte à chacune des réunions du conseil municipal,

■ **Considérant :**

Que la ville de Creil souhaite autoriser l'association « BOUGE KV » à occuper la salle A du Centre des Rencontres, tous les mardis de 13h30 à 16h30, du 25 janvier au 07 juillet 2023, pour leur permettre de réaliser leurs réunions et activités associatives.

■ **Décide :**

Article 1 : de signer une convention avec l'association « BOUGE KV », sise 8 square Diderot à Creil (60100), représentée par sa Présidente, madame Elhame EL HARCHAOUI, pour la mise à disposition susvisée.

Article 2 : de conclure cette mise à disposition du 02 janvier au 07 juillet 2023 uniquement.

Article 3 : d'assurer la disponibilité et la gratuité des locaux.

Article 4 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14 rue Lemerchier – 80000 Amiens – dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est certifiée exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Jean-Claude VILLEMAIN

  
Maire de Creil,  
Président de l'ACSO.

Creil, le 07 mars 2023

Date de notification :

**23 MARS 2023**

Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) :

**23 MARS 2023**

Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville :

**24 MARS 2023**